

Les fins et les moyens

Michel Husson, *Politis* n°1152, 12 mai 2011

Les entreprises vont bien, merci : les profits des 500 plus grandes mondiales (Standard & Poor's) ont augmenté de 18,7 % l'année dernière. Cependant *The Economist*, magazine ultra-libéral (mais lucide), remarque aussi que « les bénéficiaires de la reprise sont allés presque entièrement aux propriétaires du capital plutôt qu'aux travailleurs »¹. Et cela dans des proportions sans précédent : aux Etats-Unis, les profits ont augmenté de 528 milliards de dollars depuis le début de la reprise, mais les salaires de 168 milliards de dollars seulement. En Allemagne, 113 milliards d'euros sont allés aux profits et seulement 36 milliards aux salaires. Au Royaume-Uni, les profits ont augmenté de 14 milliards de livres, alors que les salaires baissaient de 2 milliards.

Pour Mervyn King, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, c'est « le prix à payer pour la crise financière et le nécessaire rééquilibrage des économies ». Dans *Alternatives économiques* de Mai, Patrick Artus ne dit pas autre chose : « la seule solution consiste à serrer la vis budgétaire ». Pendant ce temps, en France, certains économistes soutiennent qu'il n'y a pas de problème de partage de la valeur ajoutée². D'autres explorent les voies du protectionnisme fiscal et de la sortie de l'euro³. Tout ceci est assez décourageant et repose sur une double inversion.

La première consiste à transformer une question sociale (qui doit payer la crise ?) en un problème de monnaie (l'euro) ou de commerce (le libre échange). Sortons de l'euro et mettons des taxes aux frontières, et la question sociale sera à moitié résolue. Mais c'est la poser à l'envers que de suggérer que l'austérité, la précarité, les inégalités viennent de l'extérieur et que l'on pourrait de cette manière les neutraliser. La réalité est plus complexe : la mondialisation et les délocalisations pèsent évidemment sur le rapport de forces mais l'ennemi de classe est dans notre pays !⁴

Poser les mesures protectionnistes comme préalable, c'est procéder à une seconde inversion, entre les fins et les moyens. La sortie de l'euro ou les taxes sur les importations ne sont pas des pierres philosophales capables de transformer l'horreur néo-libérale en paradis égalitaire. On ne peut construire un projet de transformation sociale sur des mesures monétaires et commerciales sans commencer par dire quels sont les objectifs qu'elles sont censées accompagner. Par exemple : une autre répartition des richesses, une fiscalité anti-profiteurs, la socialisation des banques, la création d'emplois utiles, la réduction du temps de travail, la restructuration de la dette, etc. Voilà ce dont il faudrait discuter. Faute de quoi, et c'est une lourde responsabilité, le risque est grand que ce soit la droite nationaliste qui fournisse le mode d'emploi⁵.

La nécessaire rupture commence à l'intérieur d'un pays, mais c'est aussi une rupture avec l'Europe néo-libérale, mise devant le fait accompli. Pour parer aux mesures de rétorsion, il faudra instituer un contrôle des capitaux, mesure protectionniste s'il en est. Mais on sait alors ce qu'on protège : la transformation sociale. Le bras de fer avec les institutions européennes s'appuierait sur une perspective d'extension et ne s'interdirait *a priori* aucune mesure. Y compris la menace d'une sortie de l'euro : mais il serait absurde de brûler d'emblée cette cartouche. Entre ces deux options stratégiques, il y a une autre différence : s'appuyer sur les aspirations à une vie décente, ou s'en remettre à des mesures techniques.

¹ « [What is behind the decline in living standards?](#) », *The Economist*, 24 mars 2011.

² voir « [Tout va très bien, Madame la Marquise](#) », note hussonet n°32, avril 2011.

³ voir le débat sur la sortie de l'euro [ici](#).

⁴ voir l'article de Tali Kristal, « [Good Times, Bad Times](#): Postwar Labor's Share of National Income in Capitalist Democracies », *American Sociological Review* vol.75 n°5, octobre 2010,. Il explique, avec force économétrie, la baisse de la part des salaires par une batterie d'indicateurs mesurant le rapport de forces sociales.

⁵ « [Le Front National se réjouit de l'intérêt croissant des économistes français pour l'euro !](#) », communiqué du 29 avril 2001.